

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DCX CHROME SAS

68, rue Jean Jaurès
59581 Marly

Références : V2/2025-431
Code AIOT : 0007000895

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement DCX CHROME SAS implanté 68, rue Jean Jaurès 59581 Marly. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur :

- le classement ICPE du système de refroidissement adiabatique mis en œuvre sur le site ;
- les suites données à la visite d'inspection précédente du 12/10/2023 sur les rejets atmosphériques canalisés de la cheminée de la réaction aluminothermique ;
- les rejets aqueux et notamment les résultats non-conformes du contrôle inopiné réalisé en février 2025 identifié comme un dépassement notable et requalifié en dépassement significatif (supérieur à 2 fois la valeur limite d'émission) à l'issue de la visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DCX CHROME SAS
- 68, rue Jean Jaurès 59581 Marly
- Code AIOT : 0007000895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DCX Chrome exploite sur la commune de Marly une unité de production de chrome métal par procédé aluminothermique.

Cet établissement est autorisé à exploiter ses installations par arrêté préfectoral du 04/03/1997 (initialement sous le nom DELACHAUX), principalement modifié par arrêté du 09/01/2004 et complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/2019.

Le site relève également de la directive IED (rubrique 3250-1 « *Transformation de métaux et alliages non ferreux - Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques* »).

En matière de rejets atmosphériques, cet établissement dispose de 2 sources d'émissions atmosphériques canalisées associées à ses activités industrielles :

- la cheminée de la réaction aluminothermique dite « REACTION » ;
- la cheminée des installations de broyage, de cassage, de criblage et tamisage dite « CORINDON ».

L'établissement est équipé d'une station interne de traitement des effluents industriels avant rejet au milieu naturel.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des conditions d'exploitation - Capacité de production	Code de l'environnement du 05/07/2020, article R. 122-2	Demande d'action corrective	30 jours
2	Modification des	Code de l'environnement du 21/07/2021, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	conditions d'exploitation - Système de refroidissement		corrective	
3	Rejets atmosphériques canalisés - VLE « Réaction »	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 9.2	Demande d'action corrective	7 jours
5	Rejets aqueux – Volumes rejetés	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 8.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Rejets aqueux – VLE	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 8.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets aqueux – Surveillance	Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit officialiser auprès de M. le Préfet le retrait de sa demande d'augmentation de capacité qui n'a fait l'objet d'aucune demande d'examen au cas par cas et qui n'est plus d'actualité selon l'exploitant.

L'exploitant doit justifier du classement du système de refroidissement adiabatique mis en oeuvre sur le site vis-à-vis de la rubrique ICPE 2921-1.

Bien que réclamés, les rapports de mesure de la campagne de surveillance des rejets atmosphériques du second semestre 2025 n'ont pas été transmis à l'inspection conformément aux dispositions réglementaires.

En cas de non-conformité des rejets atmosphériques aux valeurs limites d'émission imposées identifiée lors de la campagne de surveillance des rejets atmosphériques du second semestre 2025,

de nouvelles mesures doivent être réalisées.

Ces constats conduisent l'Inspection des installations classées à formuler 5 faits avec suites administratives avec demandes d'action corrective et de justificatifs.

De plus, l'exploitant assure une surveillance robuste des effluents aqueux du site dont l'interprétation doit cependant évoluer et considérer l'ensemble des valeurs limites imposées. Par ailleurs, l'examen des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux mettent en évidence des dépassements des valeurs limites d'émission imposées vis-à-vis des volumes rejetés et des émissions de Chrome. Ces constats conduisent l'Inspection des installations classées à proposer à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitation - Capacité de production

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/07/2020, article R. 122-2		
Thème(s) : Situation administrative, Augmentation de capacité de production de chrome		
Prescription contrôlée :		
<u>Article R. 122-2 du Code de l'environnement</u>		
I. - Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau.		
[...]		
II. - Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas.		
[...]		
<u>Annexe à l'article R.122-2</u>		
CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas

	environnementale	cas par cas
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	[...]	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. [...]
[...]		

Constats :

La visite d'inspection a permis d'évoquer un dossier de modifications en cours d'instruction :
« Porter à connaissance pour augmentation de la capacité de production », ref. CACINO191171 / RACINO03791-01 AVO / MAPE / JPT daté du 02/08/2019.

Ce dossier porte sur :

- une augmentation de la capacité de production de la fonderie de chrome de 45 t/j à 65 t/j soit de 9 000 t/an à 13 000 t/an (rubriques ICPE 2552 et 3250) ;
- une modification du statut de déchet du « corindon » issu du processus de fabrication du chrome métal par procédé aluminothermique en statut de sous-produit.

Concernant l'augmentation de la capacité de production, celle-ci appelle le dépôt d'une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale en application de l'annexe à l'article R.122-2. **Or cette demande d'examen au cas par cas n'a jamais été déposée par l'exploitant.**

Lors de la visite l'exploitant a confirmé que sa demande d'augmentation de capacité n'était plus d'actualité.

Faits avec demande d'action corrective 1 : L'exploitant doit officialiser auprès de M. le Préfet le retrait de sa demande d'augmentation de capacité formulée au travers de son dossier de porter à connaissance, dans un délai maximum de 30 jours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. la demande d'action corrective détaillée directement dans les constats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Modification des conditions d'exploitation - Système de refroidissement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/07/2021, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation - Système de refroidissement

Prescription contrôlée :

Article R.511-9

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Annexe à l'article R.511-9

A - Nomenclature des installations classées

Rubrique 2921-1 :

Désignation de la rubrique	Régime
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :	
1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :	
a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Enregistrement
b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Déclaration avec contrôle périodique

Constats :

La visite d'inspection a permis d'évoquer un dossier de modifications en cours d'instruction :
« Porter à connaissance dans le cadre de la mise en place d'un circuit fermé pour le refroidissement du water jacket de la vis réaction de l'atelier Réaction », version 1, datée du 04/07/2023.

Ce dossier porte sur des économies d'eau de ville d'environ 5000 m³/an avec la mise en place d'un circuit fermé et d'un système de refroidissement adiabatique.

Dans son dossier de porter à connaissance, l'exploitant s'est positionné sur un classement au régime de la déclaration pour le système de refroidissement adiabatique, au titre de la rubrique ICPE 2921-1 : Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (puissance de 95 kW).

Selon les déclarations de l'exploitant lors de la visite, l'exploitation de cette installation est effective depuis 2 ans sur le site.

L'inspection des installations classées a indiqué que certains systèmes de refroidissement adiabatiques ne relevaient pas de la rubrique 2921-1 et a souligné que le classement sous la rubrique 2921-1 du système de refroidissement appelé nécessairement une dispersion d'eau dans un flux d'air avec la production de micro-gouttelettes d'eau du circuit et leur rejet en extérieur.

De plus une « attestation d'absence de risque de prolifération de légionelles » est produite en annexe du dossier de porter à connaissance qui entretient le doute sur le classement retenu pour le système de refroidissement au titre de la rubrique 2921-1, la maîtrise du risque de prolifération de légionelles étant justement l'enjeu du classement au titre de la rubrique 2921.

Néanmoins ladite attestation ne se positionne pas sur l'absence de production de micro-gouttelettes d'eau du circuit et leur rejet en extérieur, ni sur l'absence de classement au titre de la rubrique 2921-1.

Faits avec demande de justificatifs 1 : Au regard de la bibliographie disponible sur le sujet et de la conception du système de refroidissement adiabatique mis en oeuvre sur le site, l'exploitant doit justifier du classement de ce système vis-à-vis de la rubrique ICPE 2921-1, dans un délai maximum de 30 jours.

Dans ce cadre, il est attendu que l'exploitant démontre, éléments techniques justificatifs à l'appui, dont les schémas des différents circuits, qu'il n'existe pas de risque de production de micro-gouttelettes d'eau du circuit et leur rejet en extérieur. Une attestation du fournisseur motivera également l'absence de classement en 2921 sur la base des éléments techniques justificatifs.

Faits avec demande d'action corrective 2 : A défaut, l'exploitant transmettra :

- une analyse de la conformité de son système de refroidissement adiabatique relevant, de fait, de la rubrique 2921-1 avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre

de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un délai maximum de 30 jours ;

- l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) dont le contenu est défini à l'article 3.7 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013, dans un délai maximum de 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. les demandes d'action corrective et de justificatifs détaillées directement dans les constats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Rejets atmosphériques canalisés - VLE « Réaction »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques canalisés - VLE « Réaction »

Prescription contrôlée :

Article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2004 modifié par l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/2019

Rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals).

[...]

- Cheminée de la réaction aluminothermique

Paramètre	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (g/h)
Poussières	40	190
Al (et ses composés)	1,2	6

Cd + Hg + Tl (et leurs composés)	0,05	0,25
Hg (et ses composés)	0,01	0,05
Pb (et ses composés)	0,1	0,48
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (et leurs composés)	3,3	16
Cr VI (et ses composés)	0,18	0,86
SO ₂	300	1 425
NOx (en éq. NO ₂)	500	2 375
COVNM (en éq. C)	110	522
Dioxines et furannes	$1,0 \cdot 10^{-7}$	$4,75 \cdot 10^{-7}$

[...]

Article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/2019
Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans un délai d'un mois à compter de la date de prélèvement.

Les résultats des analyses non télédéclarables sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de prélèvement.

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Constats :

Constats de la visite d'inspection précédente du 12/10/2023

La visite d'inspection du 12/10/2023 a mis en évidence que les travaux mis en œuvre sur l'unité de traitement des rejets atmosphériques « réaction » a permis, dans un premier temps, un retour à la conformité pour le paramètre Dioxines/Furannes, puis après des travaux d'optimisation complémentaires, un retour à la conformité pour le paramètre Chrome VI.

Une attention particulière doit être portée aux résultats d'autosurveillance suivants pour vérifier la pérennité de la conformité des rejets de l'atelier de réaction d'aluminothermie.

Dans son dernier courriel du 02/02/2024, l'exploitant précise que les travaux d'optimisation vont se poursuivre, en particulier sur le sujet du taux de renouvellement nécessaire de l'eau de lavage des fumées, afin de garantir la performance de l'installation dans le temps.

Observation :
Il est demandé à l'exploitant de poursuivre l'information régulière de l'Inspection des installations classées des travaux d'optimisation de son unité de traitement, corrélée aux résultats de l'autosurveillance des rejets menée sur le site.

Constats de la présente visite d'inspection du 13/11/2025
Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux d'optimisation de l'unité de traitement des rejets atmosphériques « réaction » se poursuivaient avec son prestataire.

L'exploitant a toutefois informé l'inspection que les **résultats de la campagne de surveillance des rejets atmosphériques du second semestre 2025 (réalisée fin septembre/début octobre 2025)** montraient un dépassement supérieur à 2 fois la valeur limite d'émission (VLE) pour le paramètre **Chrome VI**, sans en préciser exactement l'ampleur et sans présenter le rapport de mesures.

L'exploitant a souligné que ce résultat constituait le premier dépassement constaté depuis le retour à la conformité suite aux travaux réalisés.
L'exploitant s'interroge sur la validité de la mesure et sur la possibilité de réaliser une contre-mesure afin de confirmer le dépassement.

Les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques et des contrôles inopinés mandatés par la DREAL depuis 2022 sont les suivants :

Paramètre : Chrome VI	Concentration - µg/Nm³	Flux - g/h
VLE	180	0,86

Autosurveillance du 28 - 29/03/2022	345	<u>2,2</u>
Autosurveillance du 05- 06/09/2022	<u>956</u>	<u>5,2</u>
Autosurveillance du 30/05/2023	<u>367</u>	1,7
Contrôle inopiné du 12/10/2023	7,9	0,044
Autosurveillance du 27/11/2023	69,6	0,45
Contrôle inopiné du 19/03/2024	1,7	0,009
Autosurveillance du 05/07/2024	54,6	0,27
Autosurveillance du 03/12/2024	109	0,48
Contrôle inopiné du 25/02/2025	2	0,014
Autosurveillance du 03/06/2025	62,4	0,35

Autosurveillance du second semestre 2025	En attente de transmission	En attente de transmission

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

Les travaux d'amélioration et d'optimisation continue de l'unité de traitement des fumées ont effectivement permis de rendre le rejet conforme aux valeurs limites d'émission.

Bien que demandé lors de la visite d'inspection puis relancé par courriels du 04/12/2025 puis du 09/12/2025, l'inspection n'a toujours pas été destinataire du rapport de mesure de la campagne de surveillance des rejets atmosphériques du second semestre 2025.

Il est rappelé à l'exploitant ses obligations de transmission des résultats d'autosurveillance dans un délai d'un mois, prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/2019.

Faits avec demande d'action corrective 3 : L'exploitant transmettra les rapports de mesure de la campagne de surveillance des rejets atmosphériques du second semestre 2025, dans un délai maximum de 7 jours.

Faits avec demande d'action corrective 4 : En cas de non-conformité des rejets atmosphériques aux valeurs limites d'émission imposées identifiés lors de la campagne de surveillance des rejets atmosphériques du second semestre 2025, l'exploitant réalisera une nouvelle mesure dans un délai maximum de 2 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. les demandes d'actions correctives détaillées directement dans les constats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Rejets aqueux – Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – Surveillance

Prescription contrôlée :

Article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2004 modifié par l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/2019

Fréquence et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence
pH	En continu
Couleur	Hebdomadaire
MES	Hebdomadaire
DBO5	Hebdomadaire
DCO	Hebdomadaire
Cr VI (et ses composés)	Hebdomadaire
Cr (et ses composés)	Hebdomadaire
Fe + Al (et leurs composés)	Hebdomadaire
Ni (et ses composés)	Hebdomadaire
Zn (et ses composés)	Hebdomadaire
Pb (et ses composés)	Hebdomadaire

Mn (et ses composés)	Hebdomadaire
Cu (et ses composés)	Hebdomadaire
Hg (et ses composés)	Hebdomadaire

Constats :

Les eaux industrielles proviennent du lavage des installations de la réaction aluminothermique dont le lavage des fumées.

Les eaux industrielles sont traitées par une station interne avant rejet au milieu naturel (La Rhône).

Lors de la visite d'inspection du 13/11/2025, l'inspection des installations classées a examiné les résultats d'autosurveillance au titre de 2024 et 2025 transmis par l'exploitant en amont de la visite (courriel du 03/11/2025) ainsi que ceux déclarés sur GIDAF (plateforme de transmission des résultats de l'autosurveillance de l'exploitant).

Le programme de surveillance établi et mis en oeuvre par l'exploitant respecte les fréquences de surveillance imposées. Pour les paramètres Chrome et Chrome VI la surveillance est plus fréquente et menée de façon journalière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux – Volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – Volumes rejetés

Prescription contrôlée :

Rejet des eaux industrielles - Débit

[...]

Débit maximal journalier : 30 m³/j

Débit maximal moyen mensuel : 15 m³/j

Constats :

Lors de la visite l'exploitant a indiqué que la station de traitement interne tournait en continu sur un poste, environ 5 m³/h.

L'exploitant s'efforce de respecter autant que faire se peut les 30 m³ maximum journaliers imposés en procédant au stockage des effluents et en les rejetant lorsque la charge de la station est moins importante. Néanmoins compte tenu des volumes actuellement traités par la station, les rejets avoisinent souvent les 30 m³/j et des dépassements ponctuels peuvent être observés.

Lors de la visite d'inspection du 13/11/2025, l'inspection des installations classées a examiné les résultats d'autosurveillance au titre de 2024 et 2025 transmis par l'exploitant en amont de la visite (courriel du 03/11/2025) ainsi que ceux déclarés sur GIDAF :

Volumes rejetés	Débit journalier (m ³ /j)	Débit moyen mensuel (m ³ /j)
VLE	30 m ³ /j	15 m ³ /j
Autosurveillance ou contrôle inopiné (CI)	Nombre de dépassements journaliers de la VLE sauf CI	m ³ /j
01/2024	0	15,8
02/2024	0	12,7
03/2024	0	16,5
CI du 05/03/2024	15,7 m ³ /j	/
04/2024	0	14,1
05/2024	0	6,6

06/2024	0	12
07/2024	0	15,3
08/2024	0	4,0
09/2024	0	11,5
10/2024	1 dépassement (35 m ³ /j)	15,0
11/2024	1 dépassement (32 m ³ /j)	13,9
12/2024	3 dépassements (32-35 m ³ /j)	14,8
01/2025	1 dépassement (32 m ³ /j)	15,9
02/2025	3 dépassements (31-32 m ³ /j)	18,1
CI du 11/02/2025	15,7 m ³ /j	/
03/2025	3 dépassements (31-33 m ³ /j)	17,3

04/2025	0	15,1
05/2025	0	11,9
06/2025	0	15,3
07/2025	0	16,3
08/2025	0	3,8
09/2025	0	20,7
10/2025	0	17,0

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

Les dépassements ponctuels du débit maximum journalier semblent davantage maîtrisés par l'exploitant néanmoins l'examen de l'autosurveillance montre que les rejets s'établissent très fréquemment au maximum des débits journaliers autorisés. À titre d'exemple sur les 2 mois précédents la visite d'inspection :

- septembre 2025, sur 21 jours de fonctionnement, 20 des 21 rejets journaliers étaient de 30 m³ ;
- octobre 2025, sur 21 jours de fonctionnement, 11 des 21 rejets journaliers étaient de 30 m³.

Ces constats induisent inévitablement le dépassement du débit moyen mensuel imposé (15 m³/j).

Constats avec suite 1 : Le débit moyen mensuel imposé est fréquemment dépassé (8 fois sur les 10 premiers mois de l'année 2025).

L'exploitant est conscient de la situation. Un projet de réutilisation des effluents traités est en cours d'étude mais n'est aujourd'hui pas abouti. Les effluents pourraient être réutilisés, à hauteur de 50 %, dans l'unité de traitement des rejets atmosphériques « réaction » qui dispose d'un laveur des fumées. Néanmoins les effluents traités par la station interne ne seraient pas forcément aptes à être directement utilisés dans le laveur et devraient subir un traitement supplémentaire.

Observation 1 :

Les fichiers des résultats d'autosurveillance transmis par l'exploitant sont à revoir et doivent présenter, pour le fichier mensuel, les valeurs limites d'émission à respecter concernant les rejets :

- débit maximum journalier (30 m³/j) ;
- débit maximum moyen mensuel (15 m³/j).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets aqueux – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2004, article 8.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux – VLE

Prescription contrôlée :

Article 8.3 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2004 modifié par l'article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/03/2019

Rejets aqueux

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur (Rhônelle), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

		Concentrations (mg/l)	Concentrations (mg/l)	Flux (g/j)	Flux (g/j)
Paramètre	C o d e S A N D R E	Maximale instantanée	Moyenne mensuelle(1)	Maximal journalier	M o y e n m e n s u e l
MES	1305	100	35	2 300	480
DBO5	1313	100	50	2 300	700

DCO	1314	300	115	7 000	1 650
Cr VI (et ses composés)	1371	0,1	0,05	2,2	0,7
Cr (et ses composés)	1389	1,4	0,5	33	7
Fe + Al (et leurs composés)	7714	2,2	0,25	52	3,5
Ni (et ses composés)	1386	0,2	0,08	4,5	1
Zn (et ses composés)	1383	1,2	0,7	28	9,7
Pb (et ses composés)	1382	0,5	0,35	12	4,9
Mn (et ses composés)	1394	1	0,7	24	9
Cu (et ses composés)	1392	0,5	0,35	12	4,9
Hg (et ses	1387	0,025	0,025	0,6	0,35

composés)					
-----------	--	--	--	--	--

(1) pondéré selon le débit de l'effluent

Arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié*

*[*notamment par l'arrêté ministériel du 24/08/2017 dit « AM RSDE » modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement publié au journal officiel de la république Française en octobre 2017.*

L'AM RSDE modifie notamment les valeurs limites d'émissions (VLE) d'un certain nombre de substances, et en introduit pour d'autres. Les nouvelles VLE sont applicables depuis le 01/01/2020, et sont également applicables de fait.]

Article 33

16 - Production ou transformation de métaux

Pour les substances suivantes, les valeurs limites de concentration sont respectées, selon les activités de production et/ou transformation de métal précisées :

	[...]	Valeur limite de concentration	Activités visées
Aluminium		/	Pour les activités autres que : - l a production/transformation d'aluminium ou d'acier - l a production/transformation de fer
Arsenic et ses composés (en As)		0,1 mg/l	Pour les activités autres que : - l a production/transformation de cuivre

			mation de cuivre - la production d'aluminium et d'alumine
Cadmium et ses composés* (en Cd)		25 µg/l	Pour les activités autres que la production/transformation de plomb, de zinc ou de ferroalliages
Chrome et ses composés (en Cr)		1 mg/l	P o u r l a production/transformation de chrome
Chrome VI (en Cr ⁶⁺)		0,1 mg/l	
Cuivre et ses composés (en Cu)		0,2 mg/l	Pour les activités autres que : - l a production/transformation de cuivre - l a production/transformation de ferroalliages
Fer			Pour les activités autres que : - l a production/transformation de fer ou d'acier - l a production/transfor

			production/transformation d'aluminium
Plomb et ses composés (en Pb)		0,2 mg/l	Pour les activités autres que la production/transformation de plomb ou d'acier
Nickel et ses composés (en Ni)		0,2 mg/l	Pour les activités autres que : - la production/transformation de nickel - la production d'acier
Zinc et ses composés (en Zn)		1 mg/l	Pour les activités autres que : - la production d'acier - la production de zinc, de cuivre et de ses alliages ou de ferroalliages

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/11/2025, l'inspection des installations classées a examiné les résultats d'autosurveillance au titre de 2024 et 2025 transmis par l'exploitant en amont de la visite (courriel du 03/11/2025) ainsi que ceux déclarés sur GIDAF.

La visite d'inspection a permis de mettre en évidence que le cadre GIDAF permettant à l'exploitant de télédéclarer son autosurveillance nécessite d'être modifié :

- il comporte des erreurs sur l'unité des flux réglementés (kg/j à la place de g/j) **conduisant à l'absence d'identification par l'outil des dépassements avérés en flux** ;
- il n'a pas pris en compte l'évolution réglementaire des valeurs limites d'émissions en concentration suite à la parution de l'arrêté ministériel du 24/08/2017 dit « AM RSDE » et à la modification de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 art. 33-16 pour les activités du site (diminution

des VLE en concentration pour le Chrome, Cuivre, Plomb et Zinc). **Dès lors certains dépassements en concentration avérés ne sont pas identifiés par l'outil ou minimisés.**

Par exemple, les résultats non-conformes du contrôle inopiné réalisé en février 2025 identifié comme un dépassement notable sur le paramètre Chrome doit être requalifié en dépassement significatif (supérieur à 2 fois la valeur limite d'émission) à l'issue de la visite d'inspection. L'inspection des installations classées va procéder à la modification du cadre GIDAF.

A noter que l'exploitant, dans ses fichiers de suivi mensuel de l'autosurveillance des effluents aqueux, considèrent bien les VLE modifiées les plus contraignantes applicables, pour la concentration maximale journalière imposée.

Seul le paramètre Chrome, objet de dépassements des VLE, est repris dans le tableau ci-dessous.

Chrome	Débit moyen mensuel des rejets (m³/j)	Concentration (mg/l)	Concentration (mg/l)	Flux (g/j)	Flux (g/j)
VLE	15 m³/j	Maximale journalière : 1 mg/l (A M 02/02/1998)	Moyenne mensuelle : 0,5 mg/l (A P C 14/03/2019)	Maximal journalier : 33 g/j (A P C 14/03/2019)	Journalier moyen mensuel : 7 g/j (A P C 14/03/2019)
Autosurveillance ou contrôle inopiné (CI)	m³/j	Nombre de dépassements journaliers sauf CI	mg/l	Nombre de dépassements journaliers sauf CI	g/j
01/2024	15,8	0	0,411	0	6,511
02/2024	12,7	0	0,421	0	5,351

03/2024	16,5	0	0,319	0	5,251
C I d u 05/03/2024	/	0,680 mg/l	/	10,7 g/j	/
04/2024	14,1	0	0,370	0	5,217
05/2024	6,6	0	0,302	0	1,994
06/2024	12	0	0,286	0	3,42
07/2024	15,3	0	0,108	0	1,647
08/2024	4,0	0	0,147	0	0,593
09/2024	11,5	0	0,183	0	2,106
10/2024	15,0	0	0,279	0	4,196
11/2024	13,9	0	0,442	0	6,132
12/2024	14,8	0	0,513	0	7,609

01/2025	15,9	5 dépassement s (<u>2,94</u> / <u>2,13</u> / 1,29 / 1,64 / 1,16 mg/l)	0,96	3 dépassement s (63,9 / 41,28 / 49,2 g/j)	<u>15,27</u>
02/2025	18,1	2 dépassement s (1,25 / <u>2,30</u> mg/l)	0,631	2 dépassement s (41,4 / 33,8 g/j)	11,4
C I d u 11/02/2025	/	<u>2,5 mg/l</u>	/	39,2 g/j	/
03/2025	17,3	0	0,439		7,597
04/2025	15,1	0	0,217		3,279
05/2025	11,9	0	0,237		2,825
06/2025	15,3	0	0,167		2,55
07/2025	16,3	0	0,173		2,827

08/2025	3,8	0	0,364		1,386
09/2025	20,7	2 dépassement s (5,4 / 1,59 mg/l)	0,608	2 dépassement s (162 / 47,7 g/j)	12,56
10/2025	17,0	1 dépassement (1,65 mg/l)	0,497	1 dépassement (49,5 g/j)	8,457

Dépassement de la VLE

Dépassement supérieur à 2 fois la VLE

L'examen de l'autosurveillance montre :

1- des dépassements ponctuels de la concentration maximale journalière pour le Chrome.

L'exploitant a indiqué que ces dépassements font l'objet de commentaires dans GIDAF. Il ressort de l'analyse de l'exploitant exposée en séance, 2 typologies de causes conduisant à ces dépassements (lorsqu'ils sont identifiés car le cadre GIDAF, pour rappel, n'est pas pertinent et ne permet pas d'identifier l'ensemble des dépassements des VLE réglementaires) :

- un volume important d'effluents « clairs » en entrée de la station de traitement des effluents aqueux en lien avec les activités de production du site (notamment de lavage des rejets atmosphériques « réaction ») qui entraîne une dilution des effluents à traiter et qui rend le traitement des effluents en station moins efficace (cas de janvier et février 2025, y compris le contrôle inopiné) ;
- des aléas ponctuels liés notamment à des erreurs humaines ou un problème technique/matériel (cas de septembre 2025).

L'origine principale des dépassements identifiés en sortie de station de traitement est donc connue de l'exploitant, celui-ci doit mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires afin

connue de l'exploitant, celui-ci doit mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires afin d'être en mesure de maîtriser ses émissions en toute circonstance.

2- des dépassements de la concentration moyenne mensuelle, directement en lien avec les dépassements identifiés au point 1-.

De plus, ces résultats en concentration combinés aux volumes rejetés importants de la station (exposés en détail au point de contrôle 5) conduisent :

3- aux dépassements ponctuels du flux maximum journalier imposé ;

4- aux dépassements réguliers du flux journalier moyen mensuel imposé.

Constats avec suite 2 : La concentration moyenne mensuelle imposée sur le paramètre Chrome est épisodiquement dépassée (3 fois sur les 10 premiers mois de l'année 2025).

Constats avec suite 3 : Le flux journalier moyen mensuel imposé sur le paramètre Chrome est régulièrement dépassé (5 fois sur les 10 premiers mois de l'année 2025).

En séance, l'exploitant a reconnu s'attacher aux dépassements ponctuels de la concentration maximale journalière et à les commenter dans GIDAF, mais ne pas forcément interpréter les résultats de son autosurveillance au regard des VLE moyennes mensuelles imposées.

Observation 2 : D'autant que l'inspection note que les fichiers des résultats d'autosurveillance transmis par l'exploitant sont à revoir pour une meilleure restitution des résultats et doivent présenter :

- pour le fichier mensuel, les VLE à respecter en flux en complément des concentrations :

- flux maximum journalier ;
- flux journalier moyen mensuel ;

- pour le fichier synthèse annuelle, les résultats moyens mensuels sont à comparer aux VLE moyennes mensuelles et non aux VLE maximales journalières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois